

qu'elles ont rendus possible. Simplement, il nous semble nécessaire, pour qui se fixe pour objectif le renversement de ce monde, de ne pas se contenter de vivre dans les marges qu'il veut bien nous laisser. Ce qu'il est primordial de comprendre c'est qu'il n'existe pas d'en dehors, et que toute proposition allant dans ce sens n'est qu'illusion. À titre d'exemple, on peut dire que l'on se retrouve toujours confronté à la société, à l'Etat, selon les cas pour acheter des terrains, se nourrir, se soigner, etc., que le capitalisme traverse non seulement toute chose, mais aussi tout individu.

Toutes ces expériences de pratiques politiques nous ont appris l'importance de la force technique, la nécessité de la mobilité et de la réactivité face à la situation, mais aussi de l'engagement dans la durée, et de la persistance dans les modes d'organisation. Sans oublier toutes les expérimentations de différents modes de vies, qui se sont mis en place dans divers endroits au travers du mouvement. Seulement, il manquait et manque toujours quelque chose, le positionnement dans la guerre sociale, l'organisation collective permanente et pas seulement pour construire une alternative mais pour nuire au système et le détruire. Il est plus que nécessaire de nous constituer en nébuleuse et de nous donner les moyens matériels pour nous organiser en force à travers un réseau de groupes affinitaires, s'inscrivant et s'appuyant directement sur la lutte des classes ; de construire des communautés de luttes, afin que le prochain soulèvement ne s'arrête pas ou du moins ne s'écroule pas de lui-même. Pour que nous puissions enfin construire l'insurrection généralisée et permanente.

CONSTRUIRE UN « MOUVEMENT PERMANENT »

« *C'est la guerre ...* »
(mafia k'1 fry)

La manifestation la plus visible de cette guerre c'est l'Etat qui la porte : il s'y inscrit et la mène, il lui donne forme à travers le quadrillage policier de nos villes, l'installation massive de caméras dans l'espace public, le délire sécuritaire (plan Vigipirate, et plus généralement tous les dispositifs de lutte contre le « terrorisme »), les guerres dites chirurgicales, la présence de soldats en arme dans les lieux publics, l'utilisation de pratiques et de termes militaires (couvre-feu, état d'urgence, etc.), les hélicoptères survolant les « zones sensibles »... Ces différents éléments concordent à matérialiser la guerre en cours aux yeux de tou-te-s, et malgré tout l'idéologie dominante tend à la nier.

Le conflit adopte les modalités de la guerre moderne. Pas de tranchée, pas de champs de bataille spécifique, mais de multiples actes clandestins opposés aux forces d'occupations matérielles et imaginaires : c'est l'autorité de l'Etat prise pour cible par les cailleras qui attaquent les mairies, par les automobilistes qui explosent les radars automatiques, c'est la haine du flic généralisée, les diverses stratégies de résistance face au rouleau compresseur du travail

(grève, bidouillage sur les horaires et pause café qui dure, RMI, etc.)...

Le fond de la guerre, son moteur, c'est l'accumulation et le maintien du Capital, la tension permanente maintenue par l'organisation sociale, à travers la colonisation de toutes les parts de notre existence par le travail.

Le travail comme force d'occupation

Dans sa logique monomaniaque de dégager de la plus-value, le capital a étendu et intensifié la sphère de l'exploitation jusqu'au moindre détail de nos existences. Se nourrir, se loger, se vêtir, se divertir, se faire des amis, se déplacer... Toutes les activités quotidiennes sont investies pour en faire des sources de profit. Parallèlement, l'investissement exigé dans le travail est de plus en plus important : dans la nouvelle éthique capitaliste, plus question de n'être qu'un exécutant, il faut se donner totalement à l'entreprise.

Le travail nous dépouille de la maîtrise de l'occupation de notre temps, du sens de nos activités. Non seulement il nous constitue en tant que producteur tout en nous dépouillant de ce que l'on produit, mais il va jusqu'à exiger une conformation totale de nos êtres eux-mêmes à ses normes, au point qu'aujourd'hui on nous rémunère non plus tant pour *faire* que pour *être* ce que l'on nous demande.

L'économie a contribué à la mise au pas de nos vies, en s'appropriant notamment tout nos moyens de survie. Il n'est plus envisageable voire impensable de se détacher de l'argent et le moyen le plus évident de s'en procurer est d'aller au chagrin. Dorénavant, nous ne savons guère faire plus que cela, nous travaillons seulement pour nous maintenir dans le monde du travail, pour soutenir un mode de vie salarié (rembourser le crédit sur la voiture qui nous permet d'aller bosser, renouveler sa garde-robe pour faire bonne impression au bureau...).

Personne n'aime aller travailler, pourtant le travail se révèle être la seule forme de vie acceptée et acceptable, la seule occupation sensée. Il reste ce paradoxe, où finalement tout le monde cherche à en avoir tout en sachant que l'on s'y rend à reculons.

La dépossession de nos conditions d'existence (matérielles et sociales), l'exploitation de l'humain au service de l'économie et les inégalités qui en découlent divisent la société en « gagnants » et « perdants » (ce qui n'empêche pas que les dits « gagnants » soient tout autant dépossédés de leur vie que les autres, mais selon la norme dominante ils ont « réussi »); ce jeu recouvre en partie ce qui a été appelé la lutte des classes. Ce dissensus fondamental alimente le foyer de la révolte, il est au principe de la guerre sociale qui se manifeste par des actes d'opposition directe à l'ennemi comme l'émeute, la grève, le sabotage, le blocage, etc., ou à travers ce qui est rangé sous le vocable de l'insécurité (« incivilités », « violences urbaines », « délinquance », ...), à savoir l'expression de la contradiction explosive entre intégration des valeurs du système capitaliste (enrichissement personnel, loi du plus fort, marchandisation des rapports humains) et réaction face à une position sociale de « perdants » dans ce même système.

La réorganisation du système productif fait qu'aujourd'hui le camp des « perdants » ne se constitue plus automatiquement en classe, en un groupe homogène ayant une conscience propre; pour autant les rapports sociaux qui fondaient la lutte des classes existent toujours, malgré le discours en vogue qui cherche à faire croire que son retrait médiatique correspond à la fin de l'exploitation et de l'aliénation. Seulement, les conditions nouvelles qui concourent à la disparition de classes constituées (avènement de la classe moyenne, implosion de la classe ouvrière, ...) rendent ce mot d'ordre de lutte des classes moins opérant politiquement, réduisent sa portée révolutionnaire, et finalement la guerre sociale ne se mène plus seulement en son nom. Les diverses tentatives de mise en place, par l'Etat, d'une classe moyennes majoritaire fictive, nous prouvent que ce dernier tend à recouvrir les différences de classe, et du même coup dissimule les luttes

qui les opposent. Pour nous, s'il peut y avoir un enjeu à réaffirmer son existence, à refonder une conscience de classe sur laquelle pourrait s'appuyer un mouvement révolutionnaire, l'existence du prolétariat en tant que classe n'est pas forcément un préalable à l'implication dans la guerre en tant que prolétaire, c'est-à-dire en tant qu'exploité et dépossédé de sa vie par la machine capitaliste (travail, contrôle social, etc.).

Une telle guerre est caractérisée par son asymétrie : d'un côté un Etat doté d'une puissance écrasante, notamment militaire, et de l'autre des prolétaires avec leur détermination comme force principale. Certes l'Etat ne mène pas toujours cette guerre avec la même intensité, mais tous les aspects de nos vies en sont désormais imprégnés. Les dispositifs citoyens mis en place sont des manœuvres qui tendent à neutraliser et pacifier nos existences, la volonté démocratique de toujours maintenir un consensus stérilisant.

Ces dispositifs tendent à invisibiliser la guerre sociale et ils y arrivent bien ; mais le sentiment de paix sociale est simplement une stratégie qui tend à rendre le conflit imperceptible. La paix ne repose que sur un engagement de type contractuel, entre nations comme entre patronat et syndicats ou gouvernement et associations sensées représenter la « banlieue ». Ces instances représentatives servent avant tout de partenaires à l'Etat, avec qui négocier la paix sociale. Si malgré ces dispositifs une partie de la population refuse de se soumettre aux injonctions de l'Etat, celui-ci peut toujours compter sur ses méthodes de « pacification », qui ont fait leurs preuves durant la guerre d'Algérie : check points autour des banlieues, prisons, harcèlement...

Certes la guerre éclate à certains moments, les récents événements comme la révolte de novembre, les guets-apens contre les flics et à un degré moindre la lutte dite « anti-CPE » lui donne une existence. Il est évidemment important pour nous de

nous y inscrire, de l'intensifier. Il ne nous est désormais plus possible de seulement subir les effets de cette guerre, et y prendre part, c'est poser un seuil à franchir, un seuil où nous sommes à même de mener des guerres sur la base de nos convictions, de faire cette distinction entre ami et ennemi, de nous constituer en tant qu'offensive. Les diverses apparitions à travers l'action directe permettent de mettre à jour la ligne de partage, la démarcation qui se crée, des empreintes permettant de marquer notre existence.

S'inscrire dans la guerre en cours...

S'inscrire dans la guerre signifie prendre position dans les camps qu'elle détermine : se rallier à la puissance en place, se résigner à la subir, ou alors la combattre. Pour nous la résignation n'est pas plus une option que la collaboration. Ce qui se joue ici, c'est la nécessité d'intensifier le processus révolutionnaire pour faire face à l'accroissement de l'Etat totalitaire (et néanmoins démocratique) qui se met en place depuis plusieurs décennies, en écrasant toute opposition suffisamment forte. Nous cherchons avant tout à pousser à une prise de conscience du réel état des choses, une prise de parti. Nous voulons que cesse la fausse conscience et l'hypocrisie (celles de ces citoyens modernes qui se croient politiquement irréprochables parce qu'ils trient leurs déchets), que les camps se délimitent et que la réalité de la guerre invalide le sentiment de paix sociale. Pour cela, nos apparitions ne doivent plus être simplement événementielles, mais insistantes et contagieuses. Le choix de l'anonymat, stratégique face à la répression, est aussi un moyen de ne pas limiter la guerre à l'opposition entre l'Etat et une minorité d'agitateurs bien identifiés. Les révoltes de novembre et du printemps ont mis à jour des potentiels jusqu'alors relativement négligés. La « révolte des quartiers », particulière par sa violence et son ampleur, s'inscrit manifestement dans un processus de lutte de classe : c'est le

combat du «lumpenprolétariat», s'attaquant à toutes les institutions qu'elles soient privées ou publiques, dépassant de ce fait la seule opposition à l'Etat, pour combattre aussi les valeurs et les «vertus» de notre société.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les pouvoirs en place tentent d'occulter la charge politique de cette révolte, ils participent de cette façon à la généralisation de l'illusion pacificatrice, qui voudrait voir disparaître ces révoltes de classes. Le mouvement de février, lui, a été soutenu par les médias et suivi – jusqu'à un point certain – par les figures du paysage social dans son ensemble ; sa portée politique a été comprise et même saluée comme «le renouveau citoyen», «l'avenir de la démocratie», la vraie. Cette apparente conciliation reste néanmoins une manière, certes douce, mais non moins efficace, d'assurer l'ordre social.

Il y'a de nombreuses façons de s'inscrire dans cette guerre, et il semble qu'il ne faille en rejeter aucune a priori, puisque dans chaque forme de lutte des amitiés et des inimitiés peuvent se créer, des volontés de comploter ensemble, de se découvrir. Il est donc même envisageable de s'impliquer dans des luttes réformistes, comme celle du CPE, quand leur ampleur entraîne une participation suffisamment variée en terme de volontés, de modes d'actions ou encore de pensées. Un tel contexte favorise la rencontre comme la confrontation, et laisse ainsi la place à des remises en cause partielles ou parfois complètes des fondements revendicatifs de ces mouvements, ouvrant la voie à une élaboration collective de ce que peut être le politique, émancipé de son chaperonnage institutionnel.

...Dans les mouvements sociaux...

S'ils sont effectivement les lieux les plus appropriés au développement d'un processus de radicalisation, c'est précisément parce qu'ils révèlent brillamment l'impuissance des logiques

revendicatrices, démocratiques et pacifistes. Il n'est pas nécessaire, et même peu intéressant, de s'engager dans ce type de mouvement en s'affichant de prime abord en opposition à toutes les structures et modes d'organisations, dans la mesure où ce positionnement tend à isoler ceux et celles qui l'adoptent et rend difficile, pour ne pas dire impossible toute relation, avec les autres acteurs du dit mouvement. S'impliquer dans la lutte sans imposer sa position, tout en tentant d'insuffler des dynamiques différentes et porteuses de charges politiques plus fortes que celles traditionnellement proposées par les «partenaires sociaux», semble plus constructif. A titre d'exemple, le mouvement dit «anti CPE» a vu renaître des pratiques depuis longtemps délaissées par les acteurs des mouvements sociaux et néanmoins porteuses à elles seules de beaucoup plus de subversion que n'importe quelle pétition, manifestation pacifiste ou autres avatars du même genre. Le développement de structures autonomes qui échappe à l'auto-censure des AG, la pratique de l'émeute, ou encore les occupations des facultés, ont permis de renouer avec des formes d'oppositions plus intenses et plus profondes.

Il nous faut prendre part à la guerre par tous les biais qui s'offrent à nous : participer aux mouvements sociaux, aux luttes spécifiques, comme celles concernant les sans-papiers, les immigrés, ou encore le milieu carcéral. Mais il faut aussi dans le même mouvement s'attaquer de façon plus large à tous ce qui affiche une quelconque défaillance, ou au contraire à ce qui semble si puissant qu'il en devient imprenable.

...Comme de façon plus permanente...

Comme on a pu s'en rendre compte lors de la lutte anti-CPE, par exemple à Rennes, la radicalisation qui s'opère dans ce genre de lutte partielle tient pour beaucoup à l'existence de groupes, de structures déjà constituées et porteuses de perspectives révolutionnaires à la fois au quotidien et dans la durée. Nous ne désirons nous impliquer

seulement dans des luttes parcellaires dénuées de cohérence et de potentialités, et il nous semble vital de chercher à développer une révolte plus profonde et plus intense. Il est donc plus que jamais nécessaire de rendre la lutte vivable, non pas seulement pour lui assurer une continuité, mais aussi pour qu'elle soit désirable. La révolte ne réside pas dans l'événementiel, mais dans le quotidien, elle n'est pas dépendante des mouvements sociaux pour exprimer son potentiel, elle peut au contraire se développer dans chaque parcelle de nos existences, de la même façon que la guerre s'infiltré en chacune d'elles. La révolte ne s'appréhende pas de l'extérieur, elle est la vie même, une vie sur le mode de la sédition.

Réappropriation 1...

Dès lors, on sait que pour mener une offensive, pour se constituer en tant que force autonome et dynamique, il est nécessaire de se réappropriier tout ce dont nous sommes constamment dépossédés. Constituer et expérimenter d'autres formes de vies qui soient à même de nous dégager des structures que nous tentons de détruire, tout en nous permettant de ne plus séparer nos existences et notre lutte. Cette recomposition de nos moyens d'exister dans la guerre passe par la réappropriation d'une culture, de savoirs-pouvoirs médicaux, de méthodes de constructions d'habitats... Sont également indispensables le développement de lieux où ces pratiques peuvent s'élaborer (les squats, les maisons collectives, etc.) ainsi que la diffusion de pratiques permettant de nous défendre et de nous rendre offensifs (apprentissage de techniques de combats, «jogging d'action», implication dans les affrontement avec la police à l'occasion des manifs, des émeutes, etc.). Il faut aussi se constituer un *commun*, c'est

1 – Quand nous parlons de «réappropriation», cela ne signifie pas que ce que l'on doit se réappropriier nous ait un jour appartenu en propre, mais que nos existences, nos histoires, ou notre territoire, nous appartiennent toujours déjà, au-delà de toute considération légale.

à dire connaître notre histoire, celle des révoltes et des chemins qu'elles ont empruntés, élaborer notre langage, déterminer ce qui, pour nous, fait sens, dégager de nos positionnements des perspectives claires. Se constituer un commun c'est développer des outils de compréhension du monde dans lequel nous évoluons, se donner des moyens de le combattre, mais aussi d'y vivre : c'est rendre possible notre révolte.

Cette force commune que nous tentons de constituer s'articule et prend sens dans le développement des groupes affinitaires, porteurs de ressentis et de pratiques communes, et formés dans des contextes et des situations précises. Par exemple ce type d'organisation peut se développer autour d'un espace (une ville, une région...), d'une situation (une manifestation, une occupation...), d'un projet (ouverture de squats, de locaux¹...), etc. Il est important de comprendre que cette organisation collective n'est pas une fin en soi mais un moyen parmi d'autres qui nous donne les bases matérielles pour mener la guerre et nous permet d'accroître notre puissance dans le temps. Nous cherchons à renouer avec des formes de vies offensives et non pas à nous ancrer dans une logique purement alternativiste, qui consisterait à créer un monde parallèle où il fait bon vivre, sans se préoccuper de celui qu'on laisse derrière soi – à supposer qu'un telle alternative soit possible... Nous voulons nous constituer dans la durée à travers ces formes d'organisations, qui supposent une mise en commun essentielle, celle de nos vies ; qu'on mette en jeu, ensemble, dans la lutte, l'intégralité de nos existences. Que l'on élabore un *nous*.

Cette élaboration commune reste limitée si elle se restreint à un cercle d'«initiés». Elle doit pouvoir se développer autant au profit de groupes existants, que pour permettre leur élargissement ou leur renouvellement et l'émergence de nouveaux groupes, elle

1 – Un tel mode d'organisation permet d'évacuer certaines contraintes, c'est à dire de déterminer celles que l'on est enclin à subir ou non dans le cadre de la guerre sociale : préfère-t-on supporter l'instabilité due à l'illégalité de la vie en squat, ou la contrainte du loyer (et donc souvent du travail) et d'un logement individuel ériqué, aseptisé ?

doit donc tendre également à la création de liens avec tout ceux et celles qui sont susceptibles de partager nos aspirations. C'est pourquoi il faut chercher à mettre en place des projets permettant de lever le voile d'incompréhension qui pèse sur nos pratiques et idées, non pas afin de les rendre accessibles jusqu'à les dénaturer, mais plutôt dans la perspective de sortir de l'expectative tous les indécis¹.

Créer du lien, trouver nos ami-e-s, nos camarades.

Nous avons en commun certaines pratiques avec un bon nombre de personnes : le vol, la casse, la haine des flics, l'illégalisme en général, il est donc possible d'envisager ces affinités comme les points de départ d'une entente plus profonde. Mais en dehors des mouvements sociaux, où ces communautés de pratiques sont mises en évidence, il est rare que nos chemins se croisent. Il est donc important de chercher à mettre en place des lieux qui

1 – En effet, rester entre « converti-e-s » pose un problème de taille, celui d'un certain isolement lié à une sorte de crispation identitaire. L'élaboration du « nous » ne doit pas rester en vase clos, ce « nous » doit être envisagé comme un nous inclusif et non pas comme quelque chose qui nous est propre. La difficulté de la rencontre, de la création de liens est inhérente à nos sociétés modernes, il est donc important de savoir utiliser notre force collective pour nous permettre de sortir des rapports individualisés et d'arrêter de nous penser simplement comme des sortes d'unités autosuffisantes. Mais même avec un tel appui, certains problèmes rejaillissent, les enjeux de pouvoir et de domination peuvent être passés sous silence, les singularités être complètement étouffées par le collectif, et ce dernier ne plus se renforcer de ce que chacun et chacune peut y apporter. De manière générale, les problèmes liés à l'identitaire et au fonctionnement interne du groupe apparaissent lorsque celui-ci n'est plus pris dans une dynamique et se retrouve condamné à tourner en circuit fermé et à se limiter à adopter une posture (par exemple, hors situation, les groupes affinitaires peuvent s'engager dans une course à la radicalité pour assurer la pérennité de leur existence en tant que groupe, sans n'avoir plus aucune prise sur le réel qui les entoure). Tout comme le développement de pratiques alternatives, la constitution d'une communauté de lutte ne prend sens et ne se tient que dans l'implication dans un mouvement de fond, dans une prise de position dans la guerre sociale.

ne soient pas détenus par des institutions de toutes sortes, où il est possible de s'exprimer librement et de laisser le champ libre aux initiatives « extérieures ».

De la même façon un autre facteur problématique est qu'il est fréquent que les idées exprimées dans les facs à l'occasion de la lutte ne soient pas ou peu relayées en dehors, que ce soit avant ou après le mouvement, ce qui a pour conséquence de les isoler, de les rendre obscures, voire incompréhensibles aux yeux d'étudiants ou de lycéens qui ne sont pas forcément rompus aux langages politiques, aux logiques qu'ils véhiculent et aux modes de vies qu'ils impliquent. Il peut donc être intéressant de créer des dynamiques sur les lieux d'études que sont les lycées et les facultés : entre autres sous la forme d'événements sporadiques comme des banquets collectifs, des projections, des discussions, etc. Mais il peut être plus probant de constituer une base concrète et permanente d'organisation, à travers l'ouverture de locaux collectifs qui seraient à même de mettre en place et de relayer plus de propositions et surtout des projets plus variés. Il s'agirait en quelque sorte de recréer les conditions des occupations et ainsi de ré-impulser une dynamique politique dans ces lieux propices aux rencontres et aux discussions.

L'important dans cette volonté de construction d'un mouvement permanent, c'est de ne pas être dans une position simplement prosélyte et de fait unilatérale, parce qu'alors, si implication il y a, elle sera plus liée à une sorte d'éblouissement passager qu'à une volonté ferme et réfléchie de détruire le monde qui nous entoure. Finalement, se donner les moyens matériels de construire ce mouvement signifie à la fois créer les bases d'expérimentations de nos pensées et de nos pratiques, véhiculer leur sens et ainsi les rendre plus opérantes pour en permettre l'élargissement et l'approfondissement.

«La commune, c'est ce qui se passe quand des êtres se trouvent, s'entendent et décident de cheminer ensemble. (...) C'est ce qui fait qu'on se dit nous, et que c'est un événement. Une commune se forme chaque fois que quelques-uns, affranchis de la camisole individuelle, se prennent à ne compter que sur eux-mêmes et à mesurer leur force à la réalité. Toute grève sauvage est une commune, toute maison occupée collectivement sur des bases nettes est une commune, les comités d'action de 68 étaient des communes comme l'étaient les villages d'esclaves marrons aux Etats-Unis, ou bien encore Radio Alice, à Bologne, en 1977. Toute commune veut être elle-même sa propre base. Elle veut dissoudre la question des besoins. Elle veut briser, en même temps que toute dépendance économique, toute sujétion politique.

La commune est l'unité élémentaire de la réalité partisane. Une montée insurrectionnelle n'est peut-être rien d'autre qu'une multiplication de communes, leur liaison et leur articulation».

(L'insurrection qui vient, mars 2007)

La lutte anti-CPE constitue pour nous un point de départ. Nous avons vécu au travers elle un moment décisif : de par les amitiés qui se sont nouées à cette occasion, et parce que nous avons fait ici l'expérience d'une situation ouverte, préfigurant les affrontements à venir (sur la question du travail et des nouvelles modalités de l'exploitation salariée, contre les logiques sécuritaires et les dispositifs policiers qui cadenassent nos vies, occupent nos rues...). Et l'affaiblissement de la mobilisation, même si elle nous a pris de cours, nous renseigne sur l'impérieuse nécessité à articuler plus inextricablement les ressorts du *vivre* et du *lutter*. La première victoire

consiste à établir les conditions d'une vie intense et collective, qui nourrisse dans tous ses aspects nos menées insurrectionnelles. Une vie en somme plus vivable que l'existence qu'on nous réserve sous le régime du capital, et qui lui soit irrémédiablement hostile; une vie communisée qui en tant que telle s'affronterait politiquement à la sphère du contrôle et de l'exploitation.

Dans le même mouvement où l'on se constitue ainsi en force, il nous faut saisir les lignes de front, la distribution des foyers de révolte qui peuvent donner lieu à une dissémination des *communes*. Ces communautés politiques prennent corps chaque fois que des groupes s'organisent pour harceler les institutions étatiques, au premier rang desquelles la police; chaque fois qu'on se lance collectivement dans des pratiques de résistance au travail, par la prolongation indéfinie des études quand elles permettent d'obtenir des bourses, par la mise en place de contrats bidon, par la mise en commun des espaces de vie, des ressources, etc.; ça peut être encore la lutte de tout un quartier, de toute une région, pour faire échouer un grand projet d'aménagement technocratique (comme dans le cas de l'insurrection italienne contre la ligne à grande vitesse Lyon-Turin), ou la détermination désespérée de ceux et celles qui voient disparaître avec leur emploi les derniers collectifs de travail (Metaleurop...). Sans compter la création, malgré tout, de nouvelles solidarités, au cœur même des dispositifs les plus atomisants (grèves chez Mc Donald...).

La liste est longue des espaces à investir, des conflits à intensifier pour desserrer un peu l'étau, pour ouvrir une brèche dans la chape du contrôle généralisé, et ainsi pouvoir y placer le bâton de dynamite qui fera sauter tout l'édifice social. Et pour vivre, déjà, porté-e-s par le souffle de l'explosion à venir.